Le jardin partagé est-il un paysage ?

Is a community garden part of the landscape?

Olga Pashchenko

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/paysage/17733>

DOI : 10.4000/paysage.17733

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Olga Pashchenko, « Le jardin partagé est-il un paysage ? », *Projets de paysage* [En ligne], 6 | 2011, mis en ligne le 13 juillet 2011, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/17733> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.17733>

Ce document a été généré automatiquement le 3 août 2021.

La revue *Projets de paysage* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Le jardin partagé est-il un paysage ?

Is a community garden part of the landscape?

Olga Pashchenko

- 1 La question que je souhaite traiter dans cet article – est-ce que le jardin partagé peut être considéré comme un paysage – est née de la réflexion concernant les diverses définitions attribuées aux notions de « territoire » et de « paysage » et les manières de les articuler pour les appliquer à un terrain concret.
- 2 Les significations et les usages de ces deux notions sont en effet multiples et manifestent des approches différentes selon les disciplines et/ou les courants de pensée. Au départ de la formulation de ma problématique, chaque jardin partagé pouvait être considéré comme paysage, c'est-à-dire comme une représentation du territoire dans laquelle on peut lire le contexte de sa création et identifier les personnes qui l'ont créé. Je me référais dans cette approche au concept assez répandu en géographie selon lequel tout territoire, à partir du moment où il est observé, constitue un paysage (Gordon, Joly, 2008, Brunet, Ferras, Théry, 1993).
- 3 Cette association entre territoire et paysage ne va cependant pas de soi, notamment parce qu'elle ne permet pas de rendre compte de la dimension sociale spécifique attachée à la notion de paysage. Cette perspective, développée par le philosophe Jean-Marc Besse, définit le paysage en tant que « production idéologique de la modernité », permettant de se représenter et d'exprimer une vision du monde¹.
- 4 En inscrivant ma problématique dans cette approche, je propose de distinguer le territoire et le paysage par leur fonction idéale respective². Le territoire comme le paysage constituent des espaces appropriés physiquement et symboliquement. Dans le cas du territoire, cependant, différentes définitions peuvent être envisagées, parmi lesquelles celle d'un espace destiné à un usage. Le paysage quant à lui est porteur d'une représentation du monde et de soi dans le monde, il est institué comme « relation imaginaire à la nature », autrement dit, il est créé pour produire une image³.
- 5 Les exemples des jardins anglais et français illustrent cette idée. Les deux types de jardins présentent un territoire, en tant qu'espace approprié et destiné à certains usages, comme, par exemple, servir de lieu de détente et de loisir. Ils constituent

également des paysages dans la mesure où leurs créateurs ont organisé l'espace interne de ces territoires dans le but de produire une image concrète : l'image d'une nature sauvage dans le cas anglais, celle d'une nature ordonnée dans le cas français.

- 6 Ces exemples montrent que le paysage ne se réduit pas à l'image que s'en fait l'observateur, mais reflète également l'image qu'on souhaite produire du territoire. Cette approche met donc au centre du paysage les acteurs qui le produisent. C'est de ce point de vue que je propose d'analyser, dans cet article, les jardins partagés de trois villes françaises - Paris, Marseille et Lille⁴. Cette comparaison, par la mise en évidence de la variété des formes qui peuvent être attribuées à ces espaces dans des contextes géographiques et sociaux différents, permet de comprendre si les jardins partagés comme territoires peuvent être définis comme des paysages d'une part, et de relever les intentions des acteurs à l'origine de ces espaces, de même que celles de leurs usagers, d'autre part. L'analyse des jardins partagés en terme de paysage permet de considérer les politiques publiques concernant le paysage urbain et la place de la nature en ville.

Des territoires aux intentions paysagères diversifiées

- 7 Les jardins partagés français, conçus à partir de la même idée, celle d'embellir des friches urbaines par la création d'espaces à vocation écologique et sociale, manifestent cependant, d'une ville à l'autre, une grande diversité dans les formes qui leur sont données. À Lille, première ville française ayant hébergé ce type d'espaces en les désignant comme jardins *communautaires* (par analogie avec les *community gardens* new-yorkais⁵), la nature est mise en valeur en favorisant le développement d'éléments sauvages (mares, bosquets, prés, etc.) et la gestion de l'espace est collective. Par ailleurs, la dimension artistique et festive prime bien souvent sur la production des légumes. Les jardins de Paris offrent une large gamme des types de jardins : des créations collectives aux espaces à parcelles individuelles en passant par des jardins réunissant les deux types de gestion⁶. Cette diversité des types est néanmoins réglementée et fonctionne dans le cadre d'un programme municipal. Les jardins marseillais, quant à eux, sont proches dans leur réalisation des jardins de type familial⁷, privilégiant la division en parcelles et l'activité potagère⁸.
- 8 La différence entre les jardins des trois villes peut être exprimée par des intentions paysagères distinctes accompagnant ces espaces au cours non seulement de leur création mais également de leur gestion. On peut ainsi distinguer schématiquement, à partir de cette étude de cas, trois catégories de jardins partagés.
- 9 La première catégorie peut être qualifiée de *jardins-paysages* : il s'agit des jardins où l'intention paysagère est présente à chaque étape, de la création à la gestion. Les jardins de Lille en sont un exemple significatif. Créés et gérés par l'association écologique les Ajonc⁹ en collaboration avec les habitants de la ville, ils constituent une œuvre collective représentant la nature « sauvage » en ville et valorisant la biodiversité locale. Les jardins-paysages existent également à Paris, notamment quand il s'agit des espaces à gestion collective non divisés en parcelles individuelles.
- 10 La deuxième catégorie, qu'on peut désigner comme *jardins-territoires*, comprend les jardins créés sans intention paysagère prononcée. On peut donner comme exemple certains jardins de Marseille localisés dans les quartiers défavorisés du nord et de l'est de la ville, créés et animés par des habitants principalement dans le but d'une

production potagère. Chaque jardinier cultive sa parcelle personnelle, en fonction de ses représentations du jardinage, sans réfléchir à l'image d'ensemble produite par le jardin partagé.

- 11 Il existe, enfin, une troisième catégorie intermédiaire de jardins partagés, conçus comme des jardins-paysages mais réalisés comme des jardins-territoires. Si l'intention paysagère apparaît au moment de la création du projet du jardin, elle disparaît peu à peu au cours de son exploitation. Ce type est présent à Paris : les jardins, pensés comme paysages dans le projet élaboré par des habitants en concertation avec les pouvoirs publics, modifient leur image au fil du temps en accueillant des jardiniers qui n'ont pas participé au démarrage du jardin et qui arrivent avec leurs intentions propres et leur vision personnelle de l'endroit.
- 12 Comme souligné dans l'introduction, le territoire devient un paysage à partir du moment où il est créé avec une intention paysagère. La définition du paysage comme porteur d'une représentation du monde et de soi dans le monde accentue sa dimension sociale et attribue le rôle principal aux acteurs qui le créent. Si c'est le groupe d'acteurs qui crée le territoire, le paysage relatif à ce territoire doit être imaginé par le collectif dans son ensemble dans le but de produire telle ou telle impression sur l'observateur. Autrement dit, la condition pour qu'un territoire constitue un paysage est que celui-là soit créé et maintenu par un collectif d'acteurs partageant une intention commune par rapport à cet espace.
- 13 Le propre du jardin partagé est d'être un espace commun et non un espace privé (Prédine, Collaert, 2009). De ce fait, la conception du paysage du jardin partagé se traduit dans la vision de ce bien commun. Cette caractéristique du jardin partagé renvoie à la définition du paysage proposée par Catherine Grout et Denis Delbaere (2009) : « Le paysage est une manière de voir et de prendre en considération un état du monde qui nous concerne de manière collective. Les démarches liées à la notion du paysage se rapportent non seulement à l'aménagement des cadres de vie et de travail, mais aussi à nos manières de réfléchir sur le bien commun de nos espaces habités. » (p. 9.)
- 14 Le jardin partagé comme paysage constitue dans cette perspective une source d'échanges et de liens dans la détermination du vivre ensemble. Que se passe-t-il, dès lors, lorsque la vision du bien commun, en l'occurrence ici le jardin partagé, n'est plus entièrement partagée par les différents acteurs impliqués ou engagés ?

Les conflits autour des différentes conceptions du jardin partagé

- 15 La création et le fonctionnement d'un jardin partagé impliquent généralement deux types d'acteurs : un organisme public qui s'occupe de la gestion du jardin ou du réseau des jardins (division de l'Écologie urbaine de la mairie de Paris, l'association les Ajonc à Lille), et les jardiniers eux-mêmes qui animent l'espace du jardin. Lorsque les perceptions du jardinage collectif et du bien commun divergent et s'affrontent, des désaccords¹⁰ sont susceptibles de voir le jour. Je relèverai, dans cet article, sur la base de mes travaux de terrain en cours (voir note 7), deux cas : l'un autour des différentes conceptions du paysage, le second autour des désaccords concernant la fonction des jardins partagés.

- 16 Dans le premier cas, le jardin partagé est créé comme un lieu commun avec une intention paysagère, mais chaque type d'acteurs garde sa propre vision et ses modèles de référence par rapport à ce que doit être ce paysage. Les jardins partagés français ont, à leur origine, deux modèles du jardinage collectif urbain : celui des jardins ouvriers (familiaux), qui datent de la fin du XIX^e siècle, et celui des jardins communautaires nord-américains, apparus dans les années 1970. Le modèle des jardins ouvriers, après un siècle d'existence, représente pour un large public la seule formule possible du jardinage collectif. Ainsi, les jardins partagés sont souvent associés aux jardins à parcelles. Le deuxième modèle, celui du *community garden*, privilégie les jardins de type collectif gérés par l'ensemble des jardiniers. L'exemple des jardins communautaires nord-américains a notamment inspiré les créateurs des premiers jardins partagés en France à la fin des années 1990. Largement soutenu par les municipalités qui craignent l'appropriation de l'espace public, il reste cependant assez peu connu dans la société française. Ces deux modèles de jardinage peuvent être envisagés comme deux visions du paysage que les acteurs tentent de réaliser sur les territoires des jardins partagés et pouvant être à la source de conflits. Le jardinage sur des parcelles peut également être associé au jardin de l'enfance, des grands-parents, que les jardiniers souhaitent reproduire dans l'espace du jardin partagé.
- 17 Par rapport aux trois villes prises en compte dans mon analyse sur la base de mon travail de terrain, on peut affirmer que les conflits de ce type sont rares à Lille, où les jardins sont créés à la manière new-yorkaise par les Ajonc qui prônent le développement du jardinage collectif et accompagnent le jardin à chaque étape de son développement. À Paris, où les premiers jardins sont apparus spontanément sans participation de la mairie, les pouvoirs publics ont été contraints d'accepter la présence des jardins à parcelles et de proposer des compromis : jardin de type mixte (jardin de l'Aqueduc, Jardin nomade, etc.). À Marseille, les jardins de type collectif sont peu répandus et sont, soit attachés aux quartiers favorisés (jardin de la Colline Vauban), soit créés par des associations écologiques ou artistiques selon le même principe qu'à Lille (jardin de Gibraltar).
- 18 Dans le second cas, les situations conflictuelles émergent entre les acteurs qui nourrissent une intention paysagère et ceux qui souhaitent uniquement jardiner sur leur parcelle personnelle, sans considération du jardin dans sa globalité. Le fait d'investir dans sa parcelle n'exclut pas sa transformation éventuelle en un paysage reflétant les représentations de chaque jardinier. Il semble néanmoins impossible de parler d'un paysage du jardin partagé, créé dans un souci collectif, mais plutôt d'un territoire comportant plusieurs paysages singuliers.
- 19 L'intention de jardiner sur une parcelle attribuée et non pas sur un espace collectif se retrouve dans chacune des trois villes étudiées et concerne généralement les personnes qui n'ont pas participé au projet du jardin. Elle s'explique à travers plusieurs facteurs : besoin d'espace supplémentaire dans le contexte d'une ville dense, besoin de produits alimentaires comme dans le cas des quartiers défavorisés de Marseille, besoin de se réaliser et de se faire respecter. La parcelle personnelle dans le jardin partagé, réalisée selon la vision du jardinier qui la cultive, prolonge son identité en intégrant les logiques d'aisance et d'accommodement par lesquelles l'environnement se rend familier (Breviglieri, 2002).
- 20 L'envie de construire un chez-soi et un voisinage engage des pratiques qui consistent à délimiter son lopin de terre (en élevant des frontières de mitoyenneté), aussi bien qu'à

s'étendre dans l'espace (en occupant les passages et des morceaux des parcelles voisines). Ces logiques d'occupation peuvent être mises en parallèle avec celles des réfugiés palestiniens observées par Sylvaine Bulle (2007). D'après son analyse, « les dispositifs d'extension des foyers, d'aménagement des espaces extérieurs ou de délimitation d'une propriété *transforment le bien commun en bien privé* et lui donnent une *valeur d'usage*¹¹ ». Ainsi, dans les jardins partagés, les conflits entre les acteurs ayant une intention paysagère et les usagers du territoire peuvent être interprétés comme des conflits entre une vision du jardin comme bien commun et une vision individuelle et privée.

- 21 Convertir l'espace collectif en objet d'intimité entre en désaccord avec les énoncés politiques des municipalités souhaitant délimiter l'appropriation des terrains publics en même temps que développer les valeurs collectives et de partage relatives aux tendances politiques du moment.

Le paysage comme condition du soutien public aux jardins partagés

- 22 L'apparition et le développement, dans des espaces urbains denses, de structures à vocation sociale comme le cas des jardins partagés, peuvent être interprétés par le contexte politique. À Paris, la mise en place du programme municipal « Main verte » a suivi l'arrivée de la gauche au pouvoir en mars 2001. Le concept des jardins partagés, basé sur l'idée d'intégration et de participation des habitants aux décisions politiques et à la vie locale du quartier, correspondrait en effet davantage à la philosophie socialiste. La même tendance politique à Lille, historiquement ville de gauche, a pu favoriser le développement des jardins communautaires. En revanche, à Marseille, où la droite parlementaire est majoritaire, les jardins partagés ne sont pas au programme des élus¹².
- 23 Le soutien politique aux jardins partagés s'explique également par leurs valeurs écologiques (apporter de la nature en ville, maintenir la biodiversité, refuser les engrais chimiques, sensibiliser la population aux problèmes d'environnement) et sociales (tisser des liens intergénérationnels et interculturels, encourager la participation des habitants à la vie politique). Dans un contexte où le développement durable est devenu un impératif des programmes politiques, les jardins partagés constituent une vitrine idéale pour les élus.
- 24 L'intérêt politique pour les jardins partagés est par ailleurs lié au désir d'amélioration du cadre de vie quotidien exprimé par la population, autrement dit lié à ce que Luginbühl (2001) nomme « demande sociale du paysage ». Cette demande a conduit les pouvoirs publics à reconsidérer « les paysages du quotidien et les paysages dégradés » en les déterminant comme des objets de protection, de gestion et d'aménagement (Convention européenne du paysage, 2000, article 3, p. 3). La création des jardins partagés permet, dans cette perspective, de reconverter des lieux désaffectés et de créer « une image positive du quartier » (Manola, Plocque, Tronquart, del Rio, 2009, p. 15).
- 25 Le soutien public aux jardins partagés présente plusieurs avantages pour les jardiniers : aide à la conception du projet, aide technique et financière (préparation et aménagement du terrain), aide méthodologique (conseils, ateliers de jardinage, etc.). En échange, l'association des jardiniers s'engage à suivre les conditions d'exploitation du terrain prescrites dans les chartes des jardins, en premier lieu celle de la *gestion*

collective du site, exprimée ainsi dans la charte Main verte (2003) des jardins partagés de Paris : « La Ville soutient les jardins collectifs dans toute leur diversité [...] dans la mesure où le jardin est le fruit d'une création collective et concertée. » La gestion collective du jardin partagé correspond non seulement aux priorités politiques (démocratie participative), mais permet également de souligner le caractère provisoire du jardin et d'éviter l'appropriation de l'espace public. Dans une intention similaire, la condition d'une *ouverture* du site au public est également formulée dans la charte (deux demi-journées par semaine et, lorsqu'un jardinier est présent, la porte du jardin doit rester ouverte et les visiteurs éventuels peuvent recevoir des informations).

Conclusion

- 26 À l'issue des analyses proposées dans cet article en référence à la distinction adoptée entre les couples territoire/usage et paysage/image, il me paraît pertinent de soulever, en conclusion, un questionnement sur les conditions exigées par les pouvoirs publics en matière d'organisation des jardins partagés. Ces conditions peuvent être interprétées comme une contrainte imposée aux jardiniers de constituer le jardin partagé en paysage. Cette contrainte manifesterait l'attention portée par les politiques urbaines aux rapports ville/nature et plus particulièrement à la dimension esthétique de ce rapport. On peut, néanmoins, se demander si les pouvoirs publics, en favorisant le développement du jardin partagé en tant qu'espace autogéré¹³, ne tentent pas de réduire la diversité des formes des jardins, par leur soutien tout autant que par les prescriptions définies dans la charte.

BIBLIOGRAPHIE

- Boltanski, L., Thévenot, L., *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- Boltanski, L., Chiapello, E., *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1998.
- Baudelet, L., Basset, F., Le Roy, A., *Jardins partagés. Utopie, écologie, conseils pratiques*, Paris, Terre vivante, 2008.
- Breviglieri, M., « L'horizon de ne plus habiter et l'absence de maintien de soi en public », dans Cefai, D., Joseph, I. (sous la dir. de), *L'Héritage du pragmatisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2002, p. 310-336.
- Brunet, R., Ferras, R., Théry, H., *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*, Montpellier-Paris, Reclus-La Documentation française, coll. « Dynamiques du territoire », 1993, 3^e édition.
- Bulle, S., « Domestiquer son environnement. Une approche pragmatiste d'un territoire confiné : le camp de réfugiés de Shu'faat à Jérusalem », *Asylon(s), Terrains d'ASILES*, n° 2, octobre 2007, consultable sur : <http://www.reseau-terra.eu/article672.html>

Charte Main verte des jardins partagés de Paris, 2003, téléchargeable sur : http://jardin-aqueduc.fr/wp-content/uploads/2021/04/2018_3_2017_6_La-Charte-Main-Verte-des-jardins-partages-1.pdf

Convention Européenne du Paysage, Florence, 20/10/2000, consultable sur : <http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/176.htm>

Gordon, M., Joly, H., *Dictionnaire du paysage*, Paris, PUF, 2008, p. 137-138.

Grout, C., Delbaere, D., « La relation paysage/territoire à l'aune des démarches de reconversion », *Cahiers thématiques, Paysage, territoire et reconversion*, n° 9, Lille, édition de la Maison des sciences de l'homme, ENSAP, 2009, p. 9-18.

Le Roy, A., Baudelet, L., « Lieux autogérés » dans Debrégeas, G., Lacoste, T. (sous la dir. de), *L'Autre Campagne. 80 propositions à débattre d'urgence*, Paris, La Découverte, 2007.

Luginbühl, Y., « La demande sociale de paysage », rapport pour le Conseil national du paysage, ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, 2001.

Manola, T., Plocque, M., Tronquart, C., del Rio, R., « Nature en ville et paysages : vers des objets et outils urbains durables ? », séminaire « Défis des villes durables », Universidade Federal de Pernambuco (Programa de Pós-graduação em Desenvolvimento Urbano y em Geografia) et Institut d'urbanisme de Paris (master urbanisme et aménagement, parcours environnement, paysages et territoires), Recife, 19 et 20 mars 2009.

Pashchenko, O., « Les jardins partagés de la ville de Paris : des espaces verts particuliers pour une mission sociale spécifique », mémoire de master 2 en sociologie, Paris, EHESS, 2008.

Prédine, E., Collaert, J.-P., *Les Jardins en partage*, Paris, Rue de l'Echiquier, 2009.

NOTES

1. Jean-Marc Besse, lors d'une conférence donnée en 2006 à l'Ensap de Lille, cité par Catherine Grout et Denis Delbaere (2009) : « La notion du paysage est une production idéologique de la modernité. Le paysage a été institué comme une relation imaginaire à la nature par l'intermédiaire de laquelle et grâce à laquelle certaines classes sociales (l'aristocratie et la bourgeoisie) ont pu se représenter elles-mêmes et leur monde, ainsi que leur rôle dans la société. Cette relation paysagère au monde a en fait accompagné l'apparition et le développement du capitalisme, c'est-à-dire la transformation du territoire, tout à la fois en marchandise et en spectacle à contempler visuellement de l'extérieur, depuis la hauteur d'un belvédère par exemple. » (p. 11.)

2. Le terme « idéal » est utilisé en sociologie pour désigner ce qui se rapporte à l'idée, autrement dit, qui n'existe que conceptuellement (Lalande, A., *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Paris, PUF, 2010).

3. Jean-Marc Besse, 2006, *op. cit.*

4. Le choix de ces trois villes a été motivé par la diversité des modes de gestion et d'organisation des jardins. Il a également permis d'observer les jardins partagés dans des contextes géographiques et sociaux différents. La recherche concerne 13 jardins parisiens, 5 jardins marseillais et 6 jardins lillois.

5. Modèle de jardins collectifs apparus à New York dans les années 1970 dans le contexte d'une crise urbaine et financière. Créés sur des terrains en friche, ces jardins avaient avant tout un but social : les New Yorkais aspiraient à se réapproprier leur cadre de vie et à agir personnellement

sur la qualité de leur environnement quotidien. Ces jardins ont inspiré les premiers « jardins communautaires » français (Baudelet, Basset, Le Roy, 2008).

6. Il existe à Paris trois types essentiels de configuration interne du jardin, et, de ce fait, trois modèles du jardinage : « le jardin de type collectif » – tout l'espace du jardin partagé est commun, les adhérents jardinent ensemble –, « le jardin à parcelles personnelles » – le jardin partagé est divisé en parcelles de 1-2 m², cultivées personnellement par les jardiniers – et, enfin, « le jardin de type mixte » – le jardin partagé conciliant deux types d'espace : les jardiniers ont leurs parcelles individuelles, mais ils peuvent également s'investir dans les parties collectives. À l'intérieur de ces catégories, on trouve des variations dans les formes et les idées d'organisation des parties internes, qui proviennent de la géographie différente des jardins et de la fantaisie de leurs créateurs (Pashchenko, 2008).

7. Les jardins familiaux : le modèle du jardinage collectif apparu en France à la fin du XIX^e siècle sous le nom de jardins ouvriers. Il s'agissait initialement des espaces jardinables divisés en parcelles accordées aux familles ouvrières dans la zone périurbaine des grands centres industriels. Les jardins ouvriers avaient, avant tout, une vocation sociale (morale) et économique, et étaient censés améliorer les conditions de vie des ouvriers. Au cours de leur histoire, l'appellation a changé, passant de celle de jardins ouvriers à celle de jardins familiaux, ainsi que leur vocation, aujourd'hui celle de lieux de détente et de loisir et, parfois, de jardinage biologique (Baudelet, Basset, Le Roy, 2008).

8. Ces descriptions sont issues de mon travail de terrain en cours de réalisation. Celui-là comprend des entretiens qualitatifs avec des jardiniers et des élus, des observations (dans les jardins, au sein de la mairie de Paris et de l'association les Ajonc) et des données de seconde main. Les premiers entretiens ont été réalisés en octobre 2007, dans le jardin de l'Aqueduc de Paris, dans le cadre de mon travail de master 2 (Pashchenko, 2008). Dans celui de ma thèse, le terrain a été élargi pour inclure les jardins partagés de Lille et de Marseille.

9. Les Ajonc : les Amis des jardins ouverts mais néanmoins clôturés.

10. La notion de désaccord (ou de dispute) est utilisée en référence à la sociologie morale de l'action développée par Luc Boltanski. Dans toute situation sociale, les acteurs sont susceptibles d'être confrontés à des divergences de point de vue pouvant provoquer des conflits d'intérêt, mais ils ont en partage des registres généraux de justification publique, des principes de légitimité ou des principes de justice leur permettant de construire des compromis, des accords (voir Boltanski, L., Thévenot, L., 1991 ; Boltanski, L., Chiapello, E., 1999).

11. C'est moi qui souligne.

12. Le lien entre les politiques et le développement des jardins constitue une partie des analyses que je souhaite développer dans ma thèse. Le bref constat dressé ici a uniquement pour objectif de contextualiser leur création de manière globale.

13. L'autogestion constitue la base de la démocratie participative (Le Roy, Baudelet, 2007).

RÉSUMÉS

Les notions de territoire et de paysage se caractérisent par des significations et des usages multiples. Dans cet article, l'accent est mis sur la dimension sociale du paysage en tant que porteur d'une représentation du monde et de soi dans le monde. À la différence du territoire qui est destiné à un *usage*, le paysage est censé produire une *image* qui reflète une vision de ce

territoire. Cette approche met au centre du paysage les acteurs qui le produisent. La comparaison des jardins partagés de Paris, de Marseille et de Lille a pour but de comprendre si ces territoires peuvent être définis comme des paysages d'une part, et de mettre en évidence les intentions des acteurs à l'origine de ces espaces, de même que celles de leurs usagers, d'autre part. Cette analyse permettra une ouverture vers des questions politiques autour du concept du paysage urbain et de la vision de la nature en ville.

The notions of territory and landscape have many meanings and usages. In this article, stress is laid on the social dimension of the landscape as conveying a representation of the world and of itself in the world. Unlike territory allotted for a use, the landscape is supposed to produce an *image* that reflects a vision of the territory. This approach puts those who produce the landscape at its centre. The objective of the comparison between the community gardens of Paris, Marseille and Lille is two-fold: to understand whether these territories can be defined as landscapes; to show the intentions of those who created these spaces, as well as those of their users. This analysis opens up political questions about the concept of urban landscape on one hand, and about the vision of nature in the city on the other.

INDEX

Mots-clés : paysage, territoire, perception du commun, conflit, politiques publiques du paysage

Keywords : landscape, territory, perception of what is communal, conflict, public policies on landscape

AUTEUR

OLGA PASHCHENKO

Géographe (université d'État de Moscou) et sociologue (EHESS, Paris), elle se spécialise dans les questions géographiques, écologiques et sociologiques autour des espaces verts. Actuellement, dans le cadre de sa thèse, elle travaille sur les jardins partagés français.

olga.pashchenko[at]ehess[dot]fr